CREATION DE CAPACITE EN ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET EN AUDIT ENVIRONNEMENTAL DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PRIVE AU MALI

RAPPORT FINAL

November 2006

Cette publication a été produit pour revue par United States Agency for International Development (USAID/EGAT).
Elle a été préparée par International Resources Group (IRG).

CREATION DE CAPACITE EN ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET EN AUDIT ENVIRONNEMENTAL DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PRIVE AU MALI

RAPPORT FINAL

International Resources Group
1211 Connecticut Avenue, NW, Suite 700
Washington, DC 20036
202-289-0100 Fax 202-289-7601
www.irgltd.com

DÉSISTEMENT
Les vues des auteurs exprimées dans cette pubication ne reflètent pas obligatoirement celles de l'USAID ou le gouvernement des États Unis.

CONTENTS

Introduction **1**

Description de Programme **2**

Tâche 1: Développement et Dispensation des Cours de Formation 2

Tache 2: Recommandations pour l'Amélioration des Processus d'EIE de GRM et Analyse des Options pour l'Initiation d'une Etude sur un Fond de Gestion Environnemental 3

Tache 3: Développement et Dispensation du Programme de Tutelle 4

Résultats et Evaluation de Programme **5**

Tâche 1: Développement et Dispensation des Cours de Formation 5

Tâche 2: Recommandations pour Améliorer les Processus d'EIE GRM et Analyse des Options pour le Lancement d'une Etude d'un Fond de Gestion Environnementale 7

Tâche 3: Développement et Dispensation du Programme de Tutelle 8

Conclusions et Recommandations **10**

AnnexE 1: List of Participants **12**

INTRODUCTION

L'USAID/Mali a lancé ce projet dans le but de travailler avec le ministère malien de l'environnement et de l'assainissement (MEA) et de l' US Environmental Protection Agency (US EPA), l'Agence américaine pour la protection de l'environnement, afin d'augmenter la capacité malienne à aborder les questions environnementales dans le développement et l'utilisation des études d'impact environnemental en tant qu'outil stratégique de développement durable, conformément à la politique déclarée du gouvernement du Mali.

Ce projet a été conçu pour fournir un programme intégré qui créera une capacité au Mali quant à la prise de décisions tout en se basant sur des informations fiables, à l'amélioration de la participation des parties intéressées, du public et du gouvernement, à l'atténuation des impacts environnementaux, sociaux et économiques défavorables des projets et au contrôle et à la mise en application des conditions d'approbation. Le projet a inclus trois (3) composantes complémentaires:

1) Formation: une série de sept (7) activités de formation a été effectuée.

2) Recherche : une évaluation des options visant à améliorer le système d'EIE du Mali et à créer un mécanisme de financement environnemental pour soutenir le système d'EIE et potentiellement, les activités de gestion environnementale, dans une manière générale, a été conduite.

3) Tutelle: un programme de tutelle a permis au personnel de l'US EPA de travailler avec le Ministère de l'environnement malien.

Chacune des composantes du programme est décrite en détail dans la section II ci-dessous.

DESCRIPTION DE PROGRAMME

TACHE 1: DEVELOPPEMENT ET DISPENSATION DES COURS DE FORMATION

Une série de cinq (5) cours, une formation des formateurs et un module d'une démi- journée sur la biotechnologie et biosécurité a été offert durant le déroulement du projet, soit, un total de sept (7) activités.

Les cours, leur origine et l'équipe de formation de chaque module sont décrits dans le tableau ci-dessous:

Cours	Numéro du module	Développement/origine	Equipe de formation
Principes d'étude d'impact environnemental	1	US EPA	US EPA
Cours d'application en étude d'impact environnemental	2	Basé sur le cours d'ENCAP EA-ESDM adapté pour le Mali	The Cadmus Group, IRG
Biotechnologie et biosécurité	2	IRG	IRG
Révision des principes d'étude d'impact environnemental	3	US EPA	US EPA
Formation des formateurs	3	US EPA	US EPA
Eléments de la conformité environnementale et formation en mise en application	4	US EPA	US EPA
Production plus saine pour les petites et moyennes entreprises	5	The Cadmus Group avec le soutien de l'USAID/ENCAP	The Cadmus Group, DevTech et IRG

Tous les cours ont reçu l'appui logistique et les entrées substantives de l'équipe interne malienne du projet.

Un module d'introduction d'une demi-journée a été également inclus afin d'exposer les participants aux questions liées à la biotechnologie et à la biosécurité. De plus, une Formation d'une journée des formateurs a été tenue en même temps que le Cours de révision des principes d'étude d'impact environnemental.

Les Modules 1 et 2, portant sur les Principes d'étude d'impact environnemental et sur le Cours d'application en étude d'impact environnemental ont été tenus en une seule session de formation, avec une troisième composante fournissant une introduction aux questions liées à la biotechnologie et à la biosécurité. Ces cours ont été dispensés du 21 au 26 juin 2005. Vingt-quatre (24) fonctionnaires environnementaux représentant le gouvernement national et régional et le secteur privé ont participé aux cours.

Le Module 3, portant sur la Révision des principes d'étude d'impact environnemental, a été tenu du 27 février au 2 mars 2006. Vingt-cinq (23) fonctionnaires environnementaux représentant le gouvernement national et régional et le secteur privé ont été invités à participer. Plusieurs des participants des Modules 1 et 2 ont également participés au Module 3. Le cours s'est servi des exercices d'étude de cas pour exposer les participants aux éléments fondamentaux impliqués dans les évaluations d'EIE. Le cours de formation des formateurs a été tenu le 3 mars 2006. Dix (10) participants ont été selectionnés par l'USA EPA et le MEA en tant qu'ayant le potentiel d'être des facilitateurs de succès. Les participants ont appris comment former les évaluateurs en Etude d'impact environnement indépendants du gouvernement à effectuer efficacement leur rôle dans le processus d'EIE.

Le Module 4, portant sur les Principes de conformité environnementale et sur la formation de mise en application, a été tenu du 24 au 26 juillet 2006. Vingt-deux (22) participants représentant les organismes gouvernementaux nationaux et régionaux, les ONG et le secteur privé ont participé au cours. Le cours a

fourni aux participants un cadre et des principes de compréhension de la manière dont les organismes de normalisation pourraient concevoir et établir des exigences environnementales et les mettre en application à travers la promotion de conformité, les incitations économiques, et les programmes d'application.

Le Module 5, portant sur la Production plus saine des petites et moyennes entreprises, a été tenu du 24 au 27 avril 2006. Conçu principalement pour les organismes et les institutions fournissant des services de développement des entreprises et des financements aux petites et moyennes entreprises, le cours a souligné l'amélioration des opérations commerciales et la rentabilité à travers l'application des principes de production plus saine. Vingt-sept (27) participants représentant les ministères maliens de l'environnement et l'agriculture, les propriétaires et les associés des petites entreprises et la communauté des ONG ont suivi le cours.

TACHE 2: RECOMMANDATIONS POUR L'AMELIORATION DES PROCESSUS D'EIE DE GRM ET ANALYSE DES OPTIONS POUR L'INITIATION D'UNE ETUDE SUR UN FOND DE GESTION ENVIRONNEMENTAL

Une deuxième composante de ce projet a impliqué l'organisation d'une équipe d'étude pour évaluer les options visant à améliorer le système d'EIE du Mali et pour créer un mécanisme de financement environnemental pour soutenir le système d'EIE et, potentiellement, les activités environnementales de gestion, d'une manière générale. Le principal produit généré sous contrat dans le cadre de ce mandat était le rapport intitulé "Amélioration du système d'EIE et financement d'une gestion environnementale au Mali".

Pour réaliser cette composante, une équipe de six (6) experts en EIE et en fond environnemental a été rassemblé, comprenant : M. Patrick Francis, le chef d'équipe, (Æquilibrium Consultants), M. Mark Stoughton (The Cadmus Group), M. Seydou Keita et M. Seydou Bouaré deux (2) experts maliens en EIE et des consultants indépendants et deux (2) experts malgaches, M. Josoa Razafindretsa (USAID/Madagascar) et M. Jean Chysostome Rakotoary (Office national de l'environnement, Madagascar).

Dans les étapes de planification de cette évaluation, il a été déterminé que l'expérience du Madagascar était particulièrement appropriée pour le Mali. Pendant la décennie passée, le gouvernement de Madagascar, avec les appuis financier et technique de l'USAID, a réussi à développer une politique et un cadre de normalisation pour les EIE. Les discussions entre l'USAID/Mali, l'USAID/Madagascar et l'USAID/AFR/SD ont abouti à la participation de M. Razafindretsa, un chargé de programme de l'USAID/Madagascar qui a été profondément impliqué dans cet effort de création de capacité en EIE et de M. Rakotoary, Directeur général de l'Office national de l'environnement, une agence indépendante malgache chargée de l'exécution du système d'EIE du Madagascar.

La participation de M. Razafindretsa a été financée par l'USAID/Madagascar ; la participation de M. Rakotoary's a été financée par l'USAID/AFR/SD. Nous sommes reconnaissants à Ms. Lisa Gaylord, Chef d'équipe, Environnement et développement rural, au niveau de l'USAID/Madagascar, qui a facilité la participation de M. Razafindretsa et M. Rakotoary.

L'étude a été effectuée às travers de multiples étapes. A la première étape, deux (2) études préliminaires de bureau ont été préparées : une évaluant le système d'EIE du Mali et une autre sur les questions et les options pour le lancement d'un fond de gestion environnementale au Mali. Ces études ont été, par la suite, passées en revue intérieurement par l'équipe et utilisées dans le but d'identifier les questions et les problèmes principaux visant à être examin dans des entrevues et des consultations de partie intéressées durant les deux (2) semaines d'étude de terrain au Mali. Les études ont été fournies aux parties intéressées d'EIE avant la visite de l'équipe pour être débattues et afin d'aider à structurer les entrevues.

L'équipe a, par la suite, visité le Mali du 7 au 19 août 2006 pour effectuer des consultations de concertation et pour collecter des informations à travers des réunions avec des principaux représentants des services gouvernementaux, des donateurs et le secteur privé. Une partie essentielle de la visite de deux (2) semaines était un atelier de concertation d'une journée visant à atteindre un consensus sur les recommandations et les

voies pour aller en avant en ce qui concerne le système d'EIE et le financement environnemental. Animé par le MEA, c'était le premier d'un tel forum réuni au Mali pour discuter le système d'EIE.

Les résultats intérimaires de l'équipe ont été présentés aux participants à un atelier de concertation qui a généré des recommandations de consensus. Des commentaires ont été sollicités sur le rapport final de l'USAID, du MEA et de l'US EPA. Le rapport final du mandat, y compris les résultats et les recommandations, reflète ces commentaires et rétroactions.

Le rapport final a été soumis à l'USAID et au MEA en novembre 2006.

TACHE 3: DEVELOPPEMENT ET DISPENSATION DU PROGRAMME DE TUTELLE

Une troisième composante de ce projet a impliqué l'organisation et la dispensation d'un programme de tutelle pour soutenir le MEA. Le personnel de l'US EPA a travaillé avec le personnel du MEA pour identifier les matières thématiques à couvrir dans le programme. Deux (2) visites de tutelle ont été organisées en même temps que les modules 3 et 4 du programme de formation. Ces visites ont permis un échange plus focalisé entre le personnel de l'US EPA et le MEA sur des thèmes d'intérêt spécifique au MEA.

La première semaine du programme de tutelle s'est focalisée sur le thème de la participation publique. La visite a consisté à une série de réunions entre l'expert en participation publique de l'US EPA, Diana Hammer et le personnel du MEA. De plus, deux (2) formations ont été tenues en participation publique avec 31 participants du ministère. La visite a abouti au développement d'un mémorandum offrant un certain nombre de recommandations au MEA.

La deuxième semaine s'est focalisée sur le thème de la conformité et des inspections environnementales et a inclus un cours intensif de deux (2) jours sur ce thème offert au personnel du MEA.

RÉSULTATS ET EVALUATION DE PROGRAMME

TACHE 1: DEVELOPPEMENT ET DISPENSATION DES COURS DE FORMATION

Des évaluations détaillées des cours ont été soumises à l'USAID suite à l'accomplissement de chaque cours.

Les descriptions ci-dessous fournissent une brève vue d'ensemble de chaque cours selon la perspective des participants.

MODULE 1: PRINCIPES D'ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL

Le cours a fourni un cadre et des principes de compréhension de la manière dont les nations pourraient définir et concevoir les processus des études d'impact environnemental qui peuvent intégrer les objectifs environnementaux, économiques et sociaux des projets et du programme de prise de décision. Des participants ont été invités à conduire des évaluations de chacune des activités des jours. Ils ont classé chaque exercice selon son organisation, sa présentation, sa pertinence et son utilité. Les notes moyennes pour le cours global étaient de 4,13 sur un total de 5. Les commentaires concernant l'importance du cours et de l'organisation étaient généralement positifs.

MODULE 2: COURS D'APPLICATION EN ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET FORMATION EN BIOTECHNOLOGIE ET EN BIOSECURITE

COURS D'APPLICATION:

Ce cours, basé sur la composante thématique du cours d'ENCAP EA-ESDM dispense à travers l'Afrique, a fourni aux participants une occasion d'appliquer les qualifications acquises dans le Cours sur les principes d'EIE aux activités réelles de projet. Il a été conçu pour fournir aux praticiens une base pratique dans l'étude de terrain des impacts environnementaux et dans le développement des stratégies pratiques de réduction et de contrôle de l'exécution dans le cadre des plans de gestion environnementale.

Le cours était basé sur des visites de terrain et un travail de groupe. Les participants ont été divisés en trois (3) équipes, chacune visitant un ensemble différent d'emplacements le premier jour. Les deuxième et troisième jours ont été consacrés au développement des grandes lignes d'étude d'impact environnemental et à la préparation de grandes lignes de plan de gestion environnementale (réduction et contrôle) basés sur l'expérience de cas de site.

Les participants ont été invités à effectuer une évaluation de chacune des activités quotidiennes. Les notes moyennes du cours global étaient de 4,29 sur un total de 5. Plus de la moitié des participants ont accordé une note de 5 pour les visites de terrain.

FORMATION EN BIOSECURITE ET EN BIOTECHNOLOGIE:

Celles-là sont des questions critiques dans les beaucoup d'EIE de projets de développement agricole. Cette formation de demi-journée a présenté des concepts et des questions de base et a discuté de leur traitement dans le processus d'EIE. Les participants ont été invités à évaluer le cours et lui ont donné une note moyenne de 4,48 sur 5. Plus de la moitie ont donné au cours une note de 5.

MODULE 3: REVISION DES PRINCIPES D'ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL

REVISION DES PRINCIPES D'ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL

Ce cours se sert des exercices d'étude de cas pour exposer les participants aux éléments fondamentaux impliqués dans l'évaluation des EIE. Les participants ont été invités à conduire des évaluations de chacune des activités quotidiennes et ont été invités à faire des commentaires concernant le fait de savoir si le cours leur a donné une plus grande confiance et plus de compétence dans l'évaluation des EIE. La note globale du cours était de 4,16 sur 5, indiquant que les participants ont été satisfaits de ce qu'ils avaient appris.

Une section libre de commentaire de l'évaluation a offert quelques perspicacités utiles. Toutes les personnes interrogées ont déclaré que le cours leur avait donné une plus grande confiance et compétence. Les réponses ont varié du simple "oui", à l'"incontestablement, oui". Les commentaires des participants sur leur capacité professionnelle d'appliquer les matériels du cours étaient aussi encourageants. Commentaires inclus : "Je pense qu'à partir de maintenant, je peux regarder chaque document de projet avec un oeil critique concernant les évaluations environnementales". Un autre commentaire disait : « Vive la solidarité entre le Mali et les Etats-Unis. Merci. »

FORMATION DES FORMATEURS

Ce cours a été offert à 10 participants sélectionnés par l'US EPA et le MEA malien. Il a été, à l'origine, prévu de former que 5 formateurs. En raison d'une répandue, 5 participants supplémentaires ont été formés. Les participants n'ont pas été invités à effectuer une évaluation du fait que le temps était limité, mais l'intérêt vis-à-vis de ce cours qui a abouti au doublement du nombre des participants de nombre suggère que le matériel a été d'un grand intérêt aux participants.

MODULE 4 : PRINCIPES DE CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET FORMATION DE MISE EN APPLICATION

Le cours a fourni aux participants un cadre et des principes de compréhension de la manière dont les organismes de normalisation pourraient concevoir et établir des exigences environnementales et mettre en application de telles exigences à travers la promotion de la conformité, des incitations économiques et les programmes de mise en application. Les participants ont été questionné sur les parties du cours qu'ils ont aimé le plus et le moins. Ils ont fourni des évaluations vivement enthousiastes du cours. La plupart ont répondu que leur partie préférée était la session de jeu de rôle de négociation. D'autres points forts énumérés étaient les exercices traitant de la promotion de la conformité, la sélection des approches de gestion et les réactions face aux violations. Quant à la partie la moins préférée, la plupart ont répondu qu'il n'y avait aucune partie faible du cours qu'ils pourraient déterminer. Tous les participants ont rapporté que les matériels du cours étaient utiles, à la fois, en tant que supplément aux sessions de formation et en tant qu'outil de référence dans leur travail. Tous ont répondu que le cours était vivement applicable à leur travail. Plusieurs participants ont indiqué que le cours a stimulé de nouvelles idées et approches pour les questions particulières étant traitées au travail.

MODULE 5: PRODUCTION PLUS SAINE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Ce cours a été conçu pour créer une capacité des petites et moyennes entreprises au Mali dans l'utilisation des outils et des techniques de Production plus saine (CP) et de sensibiliser et de fournir des capacités au sein des services commerciaux d'entreprise et de financer la communauté de fournisseur en ce qui concerne l'incorporation de CP au sein de leurs services également.

Une libre évaluation du cours, le dernier jour, a permis aux participants d'exprimer leurs pensées en ce qui concerne le cours. Ils ont exprimé une satisfaction quant au contenu du cours et quant à la connaissance en CP obtenue, aussi bien que la possibilité de son application dans leur travail. Des évaluations écrites anonymes ont été également sollicitées. Les notes moyennes du cours global étaient de 4.48 sur 5. Le commentaire le plus fréquent, reçu de la moitié des participants, était d'augmenter la durée du cours.

De plus, des testes, avant et après le cours, ont été conduits afin d'évaluer ce que les participants ont appris. Les essais de pré cours ont démontré une expérience très minime ou une compréhension limitée de la production plus saine. Vers la fin du cours, les participants ont eu beaucoup à écrire, qu'ils ont été requis de s'arrêter.

TÂCHE 2: RECOMMANDATIONS POUR AMÉLIORER LES PROCESSUS D'EIE GRM ET ANALYSE DES OPTIONS POUR LE LANCEMENT D'UNE ETUDE D'UN FOND DE GESTION ENVIRONNEMENTALE

L'équipe d'étude a constaté que le système d'EIE du Mali montre un certain nombre de forces et applique clairement les principes essentiels d'efficacité des EIE. Cependant, le système ne fonctionne pas à un niveau d'efficacité suffisamment pour atteindre ses objectifs. Le but de l'évaluation était d'aller au delà des descriptions générales des problèmes d'exécution pour diagnostiquer les empêchements spécifiques à l'exécution du système et de faire des recommandations spécifiques. Basé sur les résultats préliminaires de l'équipe, un ensemble de recommandations détaillées a été développé par les participants de l'atelier de concertation.

En bref, les recommandations finales de l'équipe concernant l'efficacité d'une EIE ont inclus ce qui suit :

- Tandis que la demeure institutionnelle définitive de la fonction de l'EIE est une question controverse, tout le monde est convenu sur le fait que cette fonction doit être "renforcée".
- L'EIE connaît des contraintes de ressource et les questions de financement devraient être examinées.
- Des révisions au décret portant sur les EIE sont vivement indiquées. (Voir la case ci-après. Noter que tandis qu'un groupe de travail du MEA peut être responsable de la préparation technique des propositions, la prise de décision et la consultation officielles devraient être effectuées par l'intermédiaire de deux (2) mécanismes existants : le ité consultatif et le comité interministériel de gestion des questions environnementales).
- Le développement d'une procédure simplifiée our les projets de petite envergure ou fréquents est essentiel.
- Les cellules environnementales au sein des ministères sont essentielles à une révision environnementale efficace et doivent être financées à partir des budgets centraux ministériels.
- Les "rapports" entre le rapport d'EIE et les activités de suivi devraient être mis en application. Par exemple, les exigences d'EIE doivent être énoncés sous une forme clairement contrôlable et être annexés au permis environnemental. Le décret portant sur les audits environnementaux (actuellement en ébauche) devrait exiger que les audits évaluent spécifiquement la conformité avec les exigences d'EIE.
- Un certain nombre d'outils d'EIE devraient être développés. Ceux-là incluent : des guides sectoriels, des conseils généraux pour le développement, la soumission et l'exécution des EIE, des conseils d'évaluation d'EIE (pour l'usage du comité interministériel d'évaluation) et un système de dépistage d'EIE

RESUME DES REVISIONS RECOMMANDEES AU DECRET PORTANT SUR LES EIE

Révisions liées aux processus d'EIE

En consultation avec la gamme de ministères et les autres parties intéresses, raffiner les critères des projets qui sont soumis aux EIE, y compris un critère lie a la taille, au secteur et au contexte écologique.

Définir les zones écologiques sensibles. (Cela exigera aussi des entrées techniques des experts en écologie et socioculturels.)

Etablir des procédures d'EIE rationalisées pour les projets de petite envergure se trouvant a l'extérieur des zones écologiques sensibles. (Alternativement ou en plus, créer des « permis environnementaux standard » pour les catégories fréquentes d'activités de petite envergure. Chaque « permis standard » spécifierait des pratiques simples de gestion environnementale suffisantes pour contrôler les impacts de l'activité en question. Dans des circonstances normales, les activités de ces catégories ne seraient pas soumises à un processus d'EIE).

Mieux définir les procédures de la participation publique conformément aux normes de meilleure pratique.

Mieux définir la sanction et les procédures d'appel, conformément aux normes de meilleure pratique.

Clarifier que les exigences d'EIE doivent être présentées dans une forme contrôlable et que ce cahier de charges environnementales doit être physiquement rattaché au permis environnemental.

Révisions liées au financement

Le décret doit être révisé pour inclure les honoraires d'EIE, évalués selon une échelle mobile basée sur le total de l'investissement capital représente par le projet. (Des décrets et des statuts séparés seront requis d'être promulgués pour opérationnaliser le mécanisme de financement auquel les honoraires contribuent).

pour faciliter le suivi et la mise en application. (Des outils développés ailleurs en Afrique peuvent et devraient être adaptés pour l'usage au Mali, afin d'économiser, d'une manière significative, des ressources, du temps et des efforts. L'ONE du Madagascar est un excellent premier point de contact pour obtenir des modèles appropriés.)

- La Capacité humaine pour l'EIE doit être davantage renforcée. Le projet de création de capacité en EIE du Mali a, indéniablement, amélioré la capacité en EIE dans les secteurs public, privé et de la société civile du Mali : comme noté ci-après, la formation a constitué la plus grande partie du projet. Cependant, l'exécution efficace du système d'EIE exigera la capacité significative dans le gouvernement local, dans la gamme de ministères, etc. La future création de capacité visant ces acteurs devrait directement adresser l'exécution du système d'EIE du Mali, en tant que suite logique des principes de formation entrepris par le projet actuel.

En plus d'évaluer le système d'EIE du Mali, l'équipe était prévue d'évaluer le potentiel du lancement d'un mécanisme de financement d'EIE. Tandis que le système d'EIE du Mali est déjà opérationnel, aucun mécanisme de financement opérationnel d'EIE (ou mécanisme de financement environnemental général) n'a encore été établi. De plus, l'équipe a constaté que le niveau actuel de compréhension au niveau du MEA n'est pas suffisant pour permettre le développement des propositions détaillées pour la conception et la mise en opération d'un nouveau mécanisme de financement. En conséquence, l'équipe à fait les grandes lignes des questions et des options importantes, des caractéristiques principales et des aspects qu'un nouveau mécanisme de financement devrait exhiber et des prochaines étapes à suivre pour établir un tel mécanisme.

Ceux-là sont organisées autour de quatre (4) questions de base interconnectées qui doivent être adressées dans la conception d'un mécanisme de financement ou dans l'évaluation des options de financement : les besoins de financement, la voie du mécanisme, les sources des revenus et les dépositions institutionnelles.

Dans les recommandations présentées dans ce rapport, le MEA a un programme détaillé concernant l'amélioration du système d'EIE du Mali et de son financement, potentiellement pour améliorer le financement des activités de gestion environnementale, d'une manière élargie.

TACHE 3: DEVELOPPEMENT ET DISPENSATION DU PROGRAMME DE TUTELLE

Les descriptions et les évaluations détaillées des visites de tutelle ont été soumises à l'USAID dans les rapports de voyage soumis suite à l'accomplissement de chaque semaine de tutelle. Ce qui suit donne une brève vue d'ensemble du résultat de chaque visite.

SEMAINE DE TUTELLE 1

Comme indiqué, la première semaine du programme de tutelle s'est focalisée sur le thème de la participation publique. L'Expert en participation publique de l'US EPA, Diana Hammer, a passé une semaine à travailler étroitement avec le personnel du MEA. La semaine de la tutelle s'est composée d'une série de réunions et de formations et a abouti au développement d'un mémorandum offrant un certain nombre de recommandations qui ont été soumises au MEA et à l'USAID dans un rapport de voyage.

Deux (2) formations séparées en participation publique ont été effectuées. Le MEA a invité 31 membres de son personnel à participer. Les thèmes ont inclus : Qu'est-ce qui paye pour la participation publique ? Qu'est-ce qui l'effectue ? Comment la participation publique est-elle facilitée ? Que se produit pendant les 45 et 30 jours des périodes publiques de commentaire ? Comment est-ce que la participation publique et la participation privée des projets diffère-t-elle l'une de l'autre ? Comment est-ce que la participation publique est-elle effectuée pour les projets régionaux ? Les soucis concernant un personnel et un financement adéquat. Quand le public devrait-il d'abord être consulté ? Quelles sont les mesures spécifiques qui doivent être prises pour rendre la participation publique efficace ? etc.

Les participants étaient entièrement engagés dans des discussions concernant l'ébauche de la régulation malienne sur la participation publique. En raison de ces discussions, la formulation de l'ébauche devait être complètement récrite.

Certains des soucis exprimés inclus que l'Etat manque de formation appropriée pour faciliter la participation publique effective. Il a été reconnu que les facilitateurs devraient comprendre comment poser des questions, comment faciliter des réunions, comment choisir des méthodes appropriées pour transmettre et recevoir des informations, comment choisir des forum appropriés (séance d'information, atelier, etc.), comment créer un environnement de confiance, etc. En plus, les participants ont exprimé le souci que la facilitation de la participation publique par des représentants d'état pourrait inhiber ou influencer les réponses. Il a été suggéré qu'une aide impartiale de tiers facilite la participation. Il a également été suggéré que des ressources suffisantes doivent être rendues disponibles pour exécuter, efficacement, la participation publique. Cela pourrait impliquer des ressources de base telles que la mise en disposition de moyens de transport et d'un per-diem afin d'encourager la participation. En conclusion, les participants ont proposé que le soutien de recommandation de la "société civile" puisse être nécessaire pour encourager la participation de société civile au processus.

SEMAINE DE TUTELLE 2

La deuxième semaine de tutelle s'est concentrée sur le thème de la conformité et de l'inspection environnementales. Les membres du personnel de l'US EPA, Amelia Katzen et Jamey Watt ont dispensé un cours de deux jours sur l'inspection de la conformité environnementale pour 18 participants du Ministère de l'environnement de sorte qu'ils puissent mieux comprendre les principes de base sur le contrôle de conformité aux exigences environnementales. Le contexte des principes fondamentaux régissant la conformité et l'application des exigences environnementales a été fourni, suivi des procédures spécifiques à suivre en collectant des faits, en effectuant des inspections, des prélèvements et en analyse et en documentant les inspections.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La formation et le programme de tutelle étaient extrêmement bien accueillis par le MEA. Un noyau de cadres d'approximativement 20 professionnels du personnel du MEA a participé à la série entière de cours spécifiques d'EIE (Principes d'étude d'impact environnemental, Cours d'application d'étude d'impact environnemental, Révision des principes d'étude d'impact environnemental et Eléments de la conformité environnementale et formation de mise en application). Dix (10) participants ont été également formés en tant que formateurs d'EIE. De plus, les représentants du MEA et du secteur privé ont tiré bénéfice du cours sur la Production plus saine des petites et moyennes entreprises. En raison des cours de formation, le personnel du MEA inclut maintenant un cadre de professionnels nouvellement qualifiés.

A travers le programme de tutelle, le MEA a établi de fortes relations de travail avec l'US EPA. Deux (2) fonctionnaires du MEA, Dr. Moulaye Farota et M. Adama Sidibé, ont travaillé étroitement avec l'US EPA dans le développant des programmes de tutelle. Non seulement le personnel du MEA a bénéficié des ateliers conduits en tant qu'élément de ces visites, mais aussi le rapport entre l'US EPA et le MEA a été renforcé, de ce fait permettant d'autre future collaboration potentielle.

De plus, en raison de la contribution de l'équipe d'étude d'EIE et du fond de gestion environnemental à ce projet, le MEA possède maintenant un programme détaillé pour améliorer le système d'EIE du Mali et de son financement, et potentiellement, du financement des activités de gestion environnementale, d'une manière élargie.

Au minimum, la mise en application ce programme suggéré visant à améliorer le système d'EIE et son financement exigera des efforts coopératifs et la participation active des parties intéressées du système d'EIE ; deux (2) mécanismes existants devraient être utilisés à cette fin : le comité consultatif et le comité interministériel de gestion des questions environnementales.

Tandis que se ne sont pas tous changements et actions proposées recommandées qui nécessitent des ressources intensives, l'équipe croit vivement qu'un programme de financement de donateur soutenant ces recommandations aboutira à un progrès plus rapide et permettra aux questions plus difficiles et nécessitent des ressources intensives d'être correctement adressées. Il a été suggéré qu'un programme de financement de donateur soit conçu et mis en application dans un avenir proche pour tirer profit de l'élan et du moment de l'occasion créés par le projet en cours.

L'équipe n'a pas été chargée du développement des termes de référence détaillés pour un programme de suivi. Cependant, elle a développé une première évaluation des ressources et du processus techniques exigés pour la mise en application de ses recommandations suggérées. Cela est détaillé dans l'étude complète. L'approche de base du programme recommandé impliquerait la mise en oeuvre de trois (3) principaux types d'activités : (1) une assistance technique fournie au MEA afin de développer des outils et systèmes d'EIE clé, (2) une création de capacité en EIE ciblant le gouvernement local et les cellules environnementales dans la gamme de ministères et (3) une facilitation et un appui technique à un processus de concertation pour développer des révisions au décret portant sur les EIE et, d'une manière significative, une proposition détaillée pour un mécanisme de financement environnemental.

Rendre même des systèmes d'EIE ayant de bonnes ressources efficaces exige la volonté et un engagement politiques. Ainsi, un programme efficace de suivi exigera l'engagement à niveau élevé du gouvernement du Mali. L'équipe a identifié les actions et les engagements suivants du gouvernement comme conditions préalables essentielles pour un programme de financement de suivi de donateur.

- Embauche au sein des cellules environnementales dans la ligne de ministères. Les coûts de personnel pour ces cellules devraient être à la charge du budget central de gouvernement, le financement de donateur pourrait assurer leurs coûts de mise en train.
- Engagement à un système de redevance d'EIE et aux modifications du décret portant sur les EIE.
- Initier des améliorations simples et directes au système d'EIE. Comme indication de son engagement, le MEA peut et devrait initier des révisions fondamentales et simples et directes au processus d'EIE décrit dans ce rapport avant que des futurs projets ne soient financés et mis en application. Celles-là incluent la mise en application des permis environnementaux "contrôlables", avec des exigences d'EIE annexées.

En fournissant au MEA des recommandations pour améliorer le système d'EIE, tout en également formant un cadre des professionnels d'EIE, ce projet a placé le MEA dans une position pour améliorer énormément sa capacité en termes de gestion des processus d'EIE.

ANNEXE 1: LIST OF PARTICIPANTS

KEY:

Module #	Training Session
1	Principles of Environmental Impact Assessment
2	Environmental Impact Assessment Field Assessment
Biotech	Biotechnology and Biosafety
3	Principles of Environmental Impact Assessment Review
ToT	Training of Trainers
4	Principles of Environmental Compliance and Enforcement
5	Cleaner Production for Small and Medium Enterprises

Participants

			Training Session						
Last Name	First Name	Association	1	2	BioTech	3	ToT	4	5
Bagayogo	Amadou	DNPC	×	×	×	×		×	
Bah	Abdramane	DNACPN	×	×	×	×	×	×	
Barry	Moussa	DNCN	×	×	×				
Camara	Kasse	DNU	×	×	×	×	×	×	
Camara	Zakaria	MA DNA	×	×	×	×	×	×	
Coulibaly	Moutian	DRACPN							×
Coulibaly	Tiecoura	DNPIA	×	×	×	×			
Dembele	Mariam Sissoko	ABFN						×	
Deme	Moussa	DRACPN							×
Diallo	Arby Aminata	Ministere Sante	×	×	×	×	×	×	
Diallo	Modibo	DNACPN							×
Diallo	Oumar	DNACPN							×
Diarra	Nouhoum	G Force Segou							×
Diarra	Ousmane	DNU	×	×	×	×			
Diarra Keita	Tata	APCAM							×
Dicko	Aoua	ONG SABA						×	×
Dione	Elie	MA DNA	×	×	×	×		×	
Doumbia	Moussa	ANSSA							×
Guindo	Souleymane	DRACPN	×	×	×	×	×		
Guisse	Abou	DNGM						×	
Keita	Bakary Issa	CCIM							×
Keita	Namory	DRCN	×	×	×			×	
Konate	Mariam Sissoko	ESKOM				×	×		
Konate	Moussa	DNUH				×			
Kone	Assita	Aicha Nono						×	×
Macina	Mamadou	ABFN	×	×	×				

Last Name	First Name	Association	Training Session						
			1	2	BioTech	3	ToT	4	5
Mariko	Djicoura	DNPIA							×
Niare	Titi	DRCN	×	×	×				
Outtara	Fatoumata	Aviculture Sikasso							×
Samake	Modibo	DRACPN	×	×	×	×		×	×
Samake	Sayon	COPRAV							×
Sanogo	Yacouba	CEMAPI							×
Sanou	Ibrahim	Huilerie Bah Mariama							×
Sidibe	Adama	MEA/CAB	×	×	×	×	×	×	×
Sidibe	Cheickne	DNACPN				×			
Sidibe	Djibril	CPS Industries	×	×	×	×			
Sidibe	Hamadoun	DNCN						×	
Sissoko	Gustave Alexandre	MMEE	×	×	×				
Sissoko	Idrissa	MEP	×	×	×	×	×		
Sissoko	Korotoumou	DRACPN				×		×	
Sogore	Ousmane	DNACPN	×	×	×	×		×	
Soumaguel	Abdouramane	ABFN	×	×	×	×		×	
Sow	Djeneba	Danaya Cereales							×
Sow	Modibo	Rizeri Segou							×
Tamboura	Yacouba	DRACPN						×	×
Telly	Salif	Tannerie de Segou							×
Thiam	Cheick Mohamed	STP	×	×	×	×		×	
Thiero	Mamadou	Thiero Business Provider							×
Timbo	Bokary	Ministere Agriculture							×
Togola	Salia	Kene Aliments Volailles							×
Traore	Abdoulaye	STP	×	×	×	×	×	×	
Traore	Idrissa	DN Industries	×	×	×	×	×	×	
Traore	Zandjougou	Sukala							×
Traore	Zoumana	Comatex	×	×	×	×			×